mobilisation

préface

Une revue se définissant comme un instrument de mobilisation devrait trouver place au Québec. Par le nom qu'elle s'est donné (lequel sous-tend toute sa philosophie) et par les buts qu'elle entend poursuivre, elle est appelée à combler un vide que ressentent de nombreux militants.

C'est à ces militants et à ceux qui pourraient l'être que MOBILISATION s'adresse. A ceux qui déplorent la faiblesse de leur formation théorique et l'absence d'organisation et de stratégie révolutionnaire. A ceux qui en ont assez de l'agitation au jour le jour ou de l'inaction totale.

C'est dans cet esprit que MOBILISATION a fixé ses objectifs. Le premier: relancer le débat idéologique au Québec. La revue se veut donc un élément de réflexion et de recherche. Elle tentera de poser la problématique propre à la révolution québécoise. Elle abordera, par exemple, dans les mois à venir, les thèmes suivants: Quels sont les milieux où évoluent actuellement les militants de gauche? Quels ont été jusqu'à maintenant les résultats de leur action? Que signifie le Marxisme dans le Québec industriel de 1969? Etc.

MOBILISATION n'entend pas présenter une information brute. La revue doit être un facteur de mobilisation et d'engagement. Elle le sera dans la mesure où la réflexion et la recherche qu'elle aura suscitées auront frappé juste. Ce dont le Québec a besoin, c'est de socialistes bien formés et de militants engagés qui savent où porter leur action.

MOBILISATION s'avère une nécessité. Le malaise de la gauche québécoise va grandissant. Le vide à combler est énorme, l'éparpillement et le désoeuvrement sont graves. MOBILISATION, c'est un cri d'alarme qui doit devenir cri de ralliement et d'engagement.

pouvoir et pouvoir

"Dans la lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes."

K. Marx (Statuts de l'AIT)

Un des problèmes fondamentaux qui se pose à la gauche révolutionnaire québécoise est de savoir quelle forme de pouvoir de remplacement (1) mettre sur pied pour développer la lutte des classes et renverser les structures actuelles.

Pouvoir de remplacement implique une opposition à une autre composition de pouvoir. On désignera par pouvoir "la capacité d'une classe sociale de réaliser ses intérêts objectifs spécifiques" (2). Il en résulte que les rapports de pouvoir sont des rapports de classes et ce, à tous les niveaux: économique, politique et idéologique. Faire une analyse de pouvoir veut donc dire définir les classes en présence (en tant que concept) et la pratique de ces classes (en tant que lutte des classes). Il nous apparaît ardu de faire un tel travail étant donné l'état de la recherche sur les classes sociales au Québec. Nous nous bornerons, dans un premier temps, à examiner l'Etat québecois (3) et, dans un deuxième temps, quel type de pouvoir de remplacement (au niveau politique) la "classe ouvrière" peut et doit mettre sur pied.

Cet Etat québécois est mal organisé, hétérogène et faible. Il se caractérise essentiellement par son **manque de pouvoir.** Manque de pouvoir au niveau de l'appareil d'Etat et au niveau du pouvoir d'Etat.

L'APPAREIL D'ÉTAT

En tant qu'appareil d'Etat, ses fonctions techno-économiques, politiques, idéologiques de même que son personnel sont à la remorque des changements extérieurs, des réformes américaines et canadiennes. Expliquons-nous. L'Etat québécois se modifie qualitativement et tend à prendre la forme de tout état capitaliste avancé. Ainsi, il prend de plus en plus d'extension et intervient dans le domaine public (sécurité sociale, etc.) et le domaine privé (S.G.F., SOQUEM, etc.). Toutefois, l'extension de son champ d'intervention ne signifie pas que l'Etat devient plus autonome. Encore moins au Québec qu'ailleurs. Les monopoles d'une part, la technocratie d'autre part, conservent une large marge d'action et restent maîtres des décisions à prendre. Les monopoles parce qu'ils contrôlent l'orientation des investissements dans les secteurs de pointe, l'orientation scientifique, etc. La technocratie et la bureaucratie parce qu'elles deviennent des excroissances autonomes qui tendent à fonctionner selon leur propre dynamique (c'est la supposée fin des idéologies). Il n'est qu'à voir que G.M., par exemple, est maître de ses décisions au Québec et le rôle de plus en plus déterminant des technocrates sur les politiques gouvernementales (exemples: le Bill 25 ou les négociations des fonctionnaires avec ces mêmes technocrates).

Pourtant, toutes ces modifications se font par contre-coup au développement nord-américain pour la simple raison que le Québec est largement dépendant, à tous les niveaux, du colonialisme canadien et de l'impérialisme yankee. Toute tentative d'élargissement et d'autonomisation de l'appareil d'Etat québécois doit faire face aux pouvoirs d'Ottawa et de Washington. Pouvoir d'Ottawa qui détient les clefs de la libération nationale. En ce sens le Québec doit subir les séquelles d'une structure étatique boiteuse. La lutte constitutionnelle que se font Québec et Ottawa n'est que l'épiphénomène

(1) c'est-à-dire forme d'organisation et d'action.
(2) N. Poulantzas "Pouvoir politique et classes sociales". Maspéro. p. 110
(3) Remarquons que l'utilisation du concept Etat est limitatif dans la mesure où il ne rend compte que de l'un des "palier" de la lutte des classes: la politique. Pourtant, l'Etat est facteur de cohésion des contradictions des divers niveaux et centre d'exercice du pouvoir politique. En ce sens il est important car "toute lutte des classes est une lutte politique" (Marx, Engels "Manifeste...")

de cette situation. Pouvoir de Washington en ce que l'impérialisme américain tisse des limites réelles (non forcément flagrantes) dans tous les domaines de par la division internationale du travail.

POUVOIR D'ETAT

Cet appareil d'Etat quebecois est, si l'on peut dire, aux mains d'une classe. C'est ce que nous appellerons le pouvoir d'Etat. Il nous faudrait, ici, faire l'analyse des classes au Québec pour déterminer quelle classe exactement ou quelle fraction de classe est au pouvoir. Travail à faire! Nous nous bornerons pour simplifier notre exposé à dire schématiquement que le pouvoir d'Etat québécois est aux mains d'une bourgeoisie qui défend les intérêts des bourgeoisies canadiennes et américaines (1). D'autre part, une petite-bourgeoisie qui tend à développer les attitudes d'une bourgeoisie nationale indique une tendance à modifier le rapport de force à l'intérieur de ce pouvoir d'Etat. C'est d'ailleurs cette petite bourgeoisie qui, avec l'aide des technocrates québécois, veut développer l'appareil d'Etat et le renforcer pour en faire l'instrument de son émancipation. Qu'on se rappelle que René Lévesque est à la tête de ce mouvement et que c'est lui qui fut l'initiateur de la nationalisation de l'électricité en 1962.

Nous venons de passer rapidement et schématiquement en revue la composition du pouvoir québécois en tant qu'Etat, c'est-à-dire sous sa forme dominante politique. Appareil d'Etat et pouvoir d'Etat sont faibles, à la remorque de pouvoirs extérieurs bourgeois et impérialistes, développant des contradictions plus intenses que dans les autres pays capitalistes avancés et autonomes.

(1) bourgeoisie québécoise, canadienne et américaine recouvrent ici des réalités beaucoup plus complexes: nationalisme, technocratie, monopoles, etc.

POUVOIR DE REMPLACEMENT

Comme nous l'avons dit, rapports de pouvoir impliquent rapports de classes, impliquent aussi pratiques de classes: organisation et action. A l'appareil d'Etat québécois, au pouvoir d'Etat bourgeois, il nous faut répondre par un pouvoir populaire et québécois.

Ce pouvoir populaire, de la "classe ouvrière" québécoise doit déboucher sur une organisation de classe pour réaliser la lutte politique d'une façon ouverte et déclarée. Actuellement, les travailleurs québécois mènent des batailles économiques ou des luttes fragmentaires au niveau politique. Mais tant que la "classe ouvrière" ne se donnera pas une organisation politique de classe, ces combats seront limités. Il faut donc "un mouvement de la classe en vue de réaliser ses intérêts sous une forme générale, sous une forme qui possède une force sociale contraignante universelle" (1). L'organisation de la "classe ouvrière" est donc la condition nécessaire de son pouvoir.

ORGANISATIONS ACTUELLES

Dans cette perspective quelles sont les organisations de la "classe ouvrière" au Québec et quelles en sont leurs valeurs? Nous pouvons déterminer trois types d'organisations: syndicalisme, coopératisme et comités de base pour l'animation.

Le syndicalisme actuel est essentiellement d'affaire, de type "économiste" et menant des batailles sur le seul front de l'entreprise capitaliste malgré ses tentatives d'élargir son champ d'action: comité d'action politique de la CSN et de la FTQ, rapport moral de Pépin (1968), etc. Il est à noter que ces tentatives sont minimes et que seuls quelques éléments politisés voient la nécessité d'une organisation politique. Le syndicalisme québécois pratique ce que Lénine appelait "la politique bourgeoise de

(2) Marx, Lettre à Bolte, 1871.

la classe ouvrière". (1)

Un autre type d'organisation est le coopératisme, surtout en milieu rural. Tel qu'appliqué au Québec, sous une forme dégénérée qui tente de s'intégrer le mieux possible au système capitaliste, le coopératisme est aussi une organisation de type "économiste". Encore ici, l'organisation mène au réformisme et à l'assimilation aux mécanismes capitalistes.

Quant aux comités de base, comités de citoyens et ouvriers, c'est une tentative de la "nouvelle gauche" d'organiser les "défavorisés" sur une base de quartier pour sensibiliser les gens à leurs problèmes dans une perspective de participation! La formule est plus subtile, plus "démocratique" mais conduit aussi à l'intégration en ce qu'elle ne développe pas une conscience de classe et ne pose pas le problème fondamental du renversement du pouvoir bourgeois. Encore une fois, on mène des combats parcellaires et essentiellement réformistes. (2)

Nous voyons donc que dans une perspective de pouvoir, l'organisation de la "classe ouvrière" en tant que nécessité pour ce pouvoir fait défaut. Plutôt que de développer cette organisation, on se laisse tromper par les changements de l'appareil d'Etat en pensant qu'il n'a plus le caractère de classe qu'il avait, qu'il se démocratise et que l'on peut le changer en modifiant ses moyens d'actions: Pressions, réformes, programme de transition, luttes économiques ne sont que les succédanés d'une pseudo-lutte politique. Dans le fond, rien ne change.

LES TÂCHES ACTUELLES

Le problème reste entier. La "classe ouvrière" ne possède pas d'instrument révolutionnaire de la prise du pouvoir politique. Que faire? Il nous parait assez utopique d'élaborer théoriquement tout un schéma d'organisation de classe, qu'il s'appelle Parti, Mouvement, Front ou autre. Ce qui nous semble beaucoup plus important, dans le contexte actuel, c'est, d'une part, de voir comment nous pouvons susciter cette organisation de la "classe ouvrière", d'autre part, de donner des indices sur cette organisation.

(1) Lénine, "Que faire?", 1902.
(2) Voir André Boisvert, "Contre l'animation" in Participation, No. 3.

Un des rôles primordiaux des militants révolutionnaires en est un de radicalisation des luttes actuelles. C'est-à-dire pousser à bout les luttes réformistes afin de démasquer leur caractère néo-bourgeois.

Ainsi dans les comités de citoyens, nous devons "extrémiser" les combats et poser les problèmes politiques de fond. Nous devons toujours pousser plus loin les exigences des travailleurs, non pas dans une perspective de paliers à franchir, mais dans l'optique d'une lutte de classes, d'une conscience de classe. Ceci exige l'explication politique globale et l'élévation des citoyens au niveau de révolutionnaires. Régler des problèmes partiels sans parler de politique globale, c'est du réformisme ou de l'opportunisme (parce que c'est plus facile de mobiliser les gens!). Ces comités de base existants peuvent être un des point de départ de l'organisation de classe dans la mesure où des révolutionnaires en auront le "leadership".

Ainsi dans les syndicats, nous devons faire un travail de base: création de cellules d'usines ou radicalisation des locaux syndicaux. Nous devons aussi aider à la syndicalisation en ce qu'elle est une forme embryonnaire de l'organisation des travailleurs et qu'elle est un centre d'apprentissage de lutte et de solidarité. Enfin, nous devons favoriser la multiplication des comités d'action politique tout en radicalisant le contenu. Il n'est pas question ici de vouloir transformer les syndicats en instrument révolutionnaire, mais de mobiliser, les forces vives de ces institutions vers la création d'une véritable organisation de classe. Nous parlons en terme de tâches immédiates qui déboucheront sur cette organisation.

Ainsi dans le milieu étudiant, nous devons multiplier les comités d'action de CEGEP, d'écoles secondaires et d'universités. Le travail sera ici, non de radicaliser, mais de donner un contenu politique à ces comités, de tendre à faire le lien effectif avec

la "classe ouvrière" de façon à concrétiser le catalyseur que peut être la lutte étudiante pour un démarrage de la lutte globale.

Ainsi dans tous les milieux, nous devons organiser des comités révolutionnaires de base: comités de quartier, d'usine, d'école etc., c'est-à-dire poser les jalons d'une structure de pouvoir parallèle de remplacement. Et ceci, toujours dans le sens politique de la lutte des classes, i.e. dans un rapport de pouvoir. (1)

INDICES SUR UNE ORGANISATION

Nous venons de poser quelques éléments pratiques d'une mobilisation des militants de gauche. Il nous reste maintenant à donner les indices sur une organisation de la "classe ouvrière" qui doit naître de ces tâches immédiates.

Face à une nouvelle définition du pouvoir étatique que nous avons rapidement examiné, face aux changements qualitatifs de l'appareil d'Etat et aux luttes internes pour le pouvoir d'Etat, nous devons répondre par une organisation québécoise et populaire (d'autant plus facile à organiser qu'elle est devant un manque de pouvoir) qui pourra fournir l'alternative globale. C'est-à-dire:

* décentralisée pour répondre à l'intervention grandissante de l'Etat.
* rapports critiques de militants à leader pour répondre au culte de la personnalité que tend à développer le système (voir R. Lévesque)
* libres discussions internes pour répondre au phénomène de non-participation.
* large information pour répondre au contrôle bourgeois de l'information
* assez structuré pour répondre à l'organisation du pouvoir bourgeois lors de la prise du pouvoir. etc.

(1) Remarquons que nous ne sousestimons pas la valeur de l'agitation propagande même si nous n'en parlons pas. C'est tout simplement qu'elle s'inscrit dans l'action directe et qu'elle n'est pas forcément le reflet ou le début d'une organisation de classe.

C'est pourtant à travers la pratique, tout en tenant compte des indications théoriques, que nous élaborerons le pouvoir de remplacement, que nous mettrons sur pied l'organisation de classe nécessaire au renversement du pouvoir bourgeois et capitaliste. Actuellement, menons une lutte politique radicale sur tous les fronts et favorisons la formation de militants, voilà des tâches urgentes qui nous mèneront à ce pouvoir québécois et populaire. (1)

(1) Nous avons conscience d'avoir soulevé de nombreux problèmes pour le développement d'une stratégie révolutionnaire québécoise. Dans les prochains numéros nous tenterons d'y donner réponse en touchant des sujets tels que, parti révolutionnaire, classes sociales, luttes étudiantes, etc.

opération mc gill

Le 28 mars 15,000 personnes descendaient dans la rue pour réclamer un McGill français, pour dénoncer le caractère colonialiste et impérialiste de cette université aux mains d'une minorité capitaliste.

Quelle leçon politique devons-nous tirer de cette mobilisation de masse?

UNE LUTTE DE MASSE

Nous avons pu démontrer que les forces vives de la révolution québécoise peuvent faire descendre des milliers de personnes dans la rue quand elles conduisent une lutte de masse, i.e. qui correspond au niveau de conscience des travailleurs. Ce travail s'est fait par une fusion "de facto" des divers éléments d'extrême gauche: FLP, CIS, MSP.

Nous apprenons alors trois choses:

1) il faut que les révolutionnaires s'unissent pour continuer le combat, et cela, d'une façon plus formelle.
2) il faut que nous initions des actions d'avant-garde comme McGill en gardant notre identification de révolutionnaires: c'est comme cela que l'idée socialiste progresse (ce qui nous a manqué à McGill en laissant le rôle prépondérant à d'autres).
3) il faut qu'en des cas semblables nous puissions regrouper toutes les forces nationalistes (même petite-bourgeoise) derrière nous sans nous laisser doubler par d'autres. (Ce qui est encore arrivé à McGill).

Notre rôle est donc de développer une stratégie révolutionnaire de masse et autonome. Remarquons qu'une telle stratégie démasque les pseudo



gauchistes, les opportunistes et les réformistes de tout ordre en posant les problèmes d'une façon radicale.

LES NATIONALEUX

L'opération McGill nous permet aussi de tirer des leçons sur notre attitude face aux "nationaleux".

D'une part, le thème de la libération nationale est celui, qui, à l'heure actuelle, est le plus propice à la mobilisation des travailleurs et des étudiants. C'est aussi celui qui peut-être le catalyseur permettant l'élargissement de la lutte au plan socio-économique: McGill en est l'exemple flagrant. La lutte nationale ne doit pas être reléguée aux oubliettes au nom d'un purisme révolutionnaire qui n'a rien à voir avec une stratégie pratique de la prise du pouvoir.

D'autre part, la lutte de libération nationale doit être menée de façon radicale, donc en refusant de se laisser engloutir dans le nationalisme petit-bourgeois à la Lévesque mais en acceptant le front commun des nationalistes progressistes dans une bataille qui fait faire un pas en avant. Nous avons accepté ce front commun pour McGill mais nous n'avons pu en garder le contrôle par manque d'organisation.

Donc, importance de la lutte nationale liée à la lutte socio-économique et alliance avec les nationalistes progressistes quand nous menons le combat. Cela n'implique pas la compromission quand nous sommes assez forts pour dicter nos conditions et influencer la politique générale.



L'AGITATION

Enfin, le "style" de bataille que nous menons à McGill fait peur à l'ordre établi, l'ébranle. Nous devons poursuivre dans ce sens. Ce n'est pas une surestimation de nos forces car il n'est qu'à constater les réactions apeurées de "l'Establishment" avant la marche et le climat de terreur qu'ils ont créé pour tenter de désamorcer le mouvement de masse. Il est aussi à voir le déploiement policier du 28 (au moins 5000, sinon plus, "gardiens de l'ordre") pour vérifier la peur générale de "nos autorités". Et enfin, les concessions, mêmes infimes, d'un Cardinal (son invitation pour que McGill s'intègre) ou de McGill (collaboration avec l'Université du Québec) démontre que l'on s'essaye maintenant au piège du réformisme pour enliser la vague. Les réactions des gens en-place sont caractéristiques. Elles dénotent que le rapport de force se déplace en notre faveur.

Il est alors clair que la manifestation de masse est une arme qu'il faut développer, multiplier et raffiner. L'agitation ainsi créée permet une sensibilisation des travailleurs québécois et une élévation de la conscience de classe. Agitation et propagande sont des moyens efficaces d'ébranler le système.

La victoire de la première phase de l'opération McGill nous permet de croire que nous venons de passer un tournant important de la lutte révolutionnaire au Québec. 15,000 personnes dans la rue, c'est un bon signe.

CONTINUONS LE COMBAT



terrorisme 69

L'année 68/69 a marqué une nouvelle étape dans l'activité du terrorisme québécois.

Jusqu'en janvier 1969, les terroristes ont tenu en alerte les polices municipale, provinciale, et fédérale; ont amené ces forces de l'ordre à prendre des mesures exceptionnelles: escouade anti-terroriste, campagne de presse, etc. Comme résultat jusqu'ici, un seul responsable a été arrêté: il a d'ailleurs déjà été condamné, ce qui constitue certainement (sûrement) un record d'expédition judiciaire.

Les "gros pétards" ont fait beaucoup de bruit durant l'année.

Que visaient-ils principalement; on peut noter trois types de sujets à détruire: édifices gouvernementaux (casernes militaires, librairie de l'imprimeur de la reine), petites entreprises en grève (Lord et Cie), et enfin l'attentat de la Tour de la Bourse qui constitue un cas bien particulier et que nous étudierons plus en détail.

L'attaque des édifices fédéraux s'inscrit dans la lutte de libéralisation nationale; s'attaquer au gouvernement fédéral, c'est s'attaquer au symbole de l'oppression "canadian" au Québec, c'est s'opposer à la domination étrangère chez soi.

Faire sauter le club de Réforme (libéraux provinciaux), c'est également lutter contre une bourgeoisie québécoise alliée aux intérêts colonialistes d'Ottawa. Ces attentats s'inscrivent d'abord et avant tout dans une volonté de libération nationale.

Le sens politique des attentats à la bombe ne se situe pas seulement à ce niveau. Les attentats contre les entreprises qui laissent volontairement pourrir les grèves se situent au niveau de conflit social. Conscients de l'exploitation de l'homme par l'homme, conscients de la domination du capitalisme nord américain sur la vie du Québec, les terroristes se sont attaqués à leur plus puissant symbole, la Place de la Bourse à Montréal.

Cet attentat peut être classé à part, et ceci pour plusieurs raisons: il attaque le coeur même de l'impérialisme américain au Québec, et effraie notre petite bourgeoisie nationale qui s'y est accolée. C'est d'ailleurs à partir de ce moment que s'intensifie la recherche des coupables; les mass-média officiels qui travaillent pour la police, sèment la panique dans le public et dénoncent les terroristes comme de vulgaires criminels qu'il faut éliminer le plus rapidement possible. Les forces de l'ordre améliorent leur coordination et parviennent à trouver un coupable. Toute cette effervescence soudaine parce qu'un "gros pétard" a explosé à la Tour de la Bourse. Nous pouvons dégager deux aspects principaux de cet attentat.

Premièrement cet attentat a fait éclater la collusion de la société bourgeoise québécoise et le grand capital américain. La bourse est l'instrument de cette unification: elle relie notre bourgeoisie québécoise, anglophone et francophone, qui possède certains pouvoirs économiques et politiques limités, à la grande entreprise nord-américaine de type impérialiste.

En second lieu, on peut remarquer que cet attentat fut plus violent que les autres attentats plus ou moins isolés: la charge fut plus lourde et les dégâts considérables. Cet attentat attira davantage les mass-média que tous les autres mis ensemble. On comprend facilement le déploiement des forces réactionnaires.

L'IDÉOLOGIE DU TERRORISME QUÉBÉCOIS.

Lorsqu'on parle de terrorisme au

Québec, nous exagérons quelque peu. Il y a bien une série d'actes terrosistes (de terrorisme). mais il n'y a pas d'organisation terroriste véritable.

Et si l'on recherche à définir le terrorisme québécois, nous ne pouvons que lui trouver un caractère essentiellement anarchique. Le terrorisme québécois ne procède pas d'une analyse sérieuse de la situation québécoise. Nous ne croyons pas être en période révolutionnaire actuellement: nous commençons à nous organiser, à élargir peu à peu la base des sympathisants et des militants. Nous élargissons notre minorité consciente et active.

Or, le terrorisme québécois ne s'appuie sur rien. Il n'a aucun fondement populaire et sa valeur de politisation est nulle. D'autant plus qu'il sert actuellement de prétexte pour installer un état policier qui tente d'écraser tout mouvement ou toute vélléité d'opposition au système établi.

On peut cependant souligner la force de sensibilisation du terrorisme (ne pas comprendre une politisation). Il éveille chez le public un intérêt certain: il force les gens à s'interroger sur le sens des gestes terroristes; il se peut qu'une partie des québécois soient sensibilisés aux problèmes de notre société malade. Mais l'effort de compréhension s'arrête là; on ne peut parler de prise de conscience réelle et de politisation véritable.

LE QUÉBEC N'EST PAS L'ANGOLA.

On a souvent tendance à confondre le colonialisme des pays du tiers-monde et le colonialisme de type québécois. La gauche québécoise a longtemps essayé de trouver ailleurs les réponses à son impuissance. Le terrorisme en est un exemple. Il n'est qu'un cri de détresse, qu'un cri d'impuissance en face d'une situation qui se détériore de jour en jour. Il ne faut pas oublier que le terrorisme est partie intégrante d'une véritable lutte armée populaire. Le terrorisme n'est qu'une étape dans le processus de libération populaire.

Il arrive à un moment précis et lorsque les objectifs visés sont facilement identifiables et compréhensibles à la masse populaire. Le seul véritable terrorisme efficace est un terrorisme bien organisé qui repose sur un appui ouvert de la population indigène et qui possède un réseau de propagande savamment planifié, afin qu'amis et ennemis connaissent les motifs qui favorisent de tels gestes.

Et même en période véritablement révolutionnaire, le terrorisme ne vaut que pour une période, celle de transformation de la guérilla en insurrection générale ex: Viet-nam...........

Or ici au Québec, le terrorisme ne s'est jamais donné, surtout celui de 68/69, de moyens réels de propagande: ses actions ont toujours été isolées, anarchiques, sans lien réel avec un noyau révolutionnaire organisé.

DE LA PENSÉE PAR LES MASS-MÉDIA

Un autre aspect intéressant les québécois se situe au niveau de la récupération du terrorisme par notre société industrielle.

Il est vrai de dire que physiquement le terrorisme québécois, s'il était mieux organisé, pourrait réellement saboter la vie économique des capitalistes québécois. Il est vrai également qu'il est facile pour les capitalistes de reconstruire rapidement un édifice détruit, et même d'en rebâtir un plus beau et plus rapidement que le premier.

Ce qu'il importe de se rendre compte avant tout, c'est que normalement le terrorisme est récupéré par le système et qu'à cause de cela, il perd toute valeur de politisation réelle.

Et cette récupération se réalise à un nouveau niveau de pouvoir, celui de la possession des moyens d'information. En effet, notre société de consommation s'est donné les moyens d'annihiler l'esprit de l'homme en lui dictant, par les mass-média, les réponses à toutes ses questions.

Le terrorisme constituant une interrogation de choix, une interrogation dangereuse, les journaux, radio et télé, au service des exploiteurs, ont réagi avec fermeté sans ménager le temps et l'argent.

Ils ont orchestré une campagne de terreur et de panique dans le public montréalais et ont défini en leurs propres termes l'action des terroristes; en assimilant ces derniers à des fous, ou à de vulgaires criminels de droit commun, ils ont amené le public à les rejeter de prime abord: on a fait en sorte que chaque montréalais se sente en danger devant la terreur éventuelle et on a fait de chaque citoyen un délateur, un dénonciateur possible: alors qu'on sait très bien quels étaient les objectifs véritables des terroristes québécois.

Cette récupération morale consomme l'inefficacité du terrorisme québécois et annule toute valeur de mobilisation réelle.

LE GESTE INDIVIDUEL ET LE CHOIX COLLECTIF.

Si on veut rechercher au Québec une tradition révolutionnaire, on doit ramener cette dernière à une tradition d'impuissance.

Plusieurs mouvements ayant à leur tête des hommes énergiques ont échoué lamentablement dans leur effort de radicalisation de la société québécoise.

Comment expliquer que tout cela soit si rapidement disparu, comment expliquer que tout naisse et meure aussi facilement sinon que par trois siècles d'absence de pouvoir politique ou économique réel, que par une habitude d'être gouvernés, d'être instruits, d'être payés par d'autres et pour d'autres.

Le terrorisme québécois s'inscrit dans cette tradition: il n'est rien d'autre qu'un cri de désespoir devant une société, une histoire, un mode de vie qui échappe, qui n'appartient pas aux québécois.

Entre le geste individuel et l'action collective, le militant révolutionnaire québécois doit faire un choix. Il doit choisir entre une action spectaculaire et inefficace, et une lutte quotidienne de mobilisation des sujets québécois possibles de transformation.



" the genie of black revolutionary violence is here "

HISTOIRE. Le "Black Panther Party" s'instaura pour répondre aux insistances de la violence policière envers la communauté noire. Le Parti s'inspira du "Black Panther Party de l'Alabama", organisé par le peuple noir du sud, afin d'obtenir les droits fondamentaux de tout citoyen, comme par exemple le droit de vote. Le symbole du "Lowndes County Freedom Organization" de l'Alabama était une panthère noire.

La "Panthère Noire", vue par le "Ministre de la Défense du Parti, Huey P. Newton, est un animal qui n'attaque jamais le premier. Si elle est attaquée, la "Panthère Noire" recule jusqu' à la limite de ses possibilités. Alors, la "Panthère Noire" frappe son assaillant et l'élimine. Newton disait que le "Black Panthère Party" n' attaquera pas à moins qu' il soit "au pied du mur", où, afin de vivre, il ne lui restera pas d'autre solution que se défaire de ses assaillants.Ces principes d'auto-défense sont à l'origine du "Black Panther Party", et seront expliqués par ailleurs, dans un autre document.

Le "Black Panther Party" est né avec Huey Newton et Bobby Seale, alors qu'ils étaient étudiants au "Merit College" de Oakland, dans le but de légaliser les patrouilles effectuées par la police. Ils apportaient des armes pour préserver leurs droits et demeuraient à distance légale de la police. De cette surveillance mutuelle résulta une baisse de la brutalité contre les membres de la communauté noire et une police de plus en plus intimidée par le "Black Panther Party".

Les chefs du Parti (au début appelé le "Black Panther Party for self Defense) eurent tôt fait de réaliser que la police ne prendrait jamais l'ultime décision de l'attaque. Aussi, le "Black Panther Party"

développe un programme politique, dont les décisions tiennent compte de la répression policière envers les communautés noires; répression qui rend effroyables les conditions de vie du peuple noir dans ce pays.
Huey Newton dit que le "Black Panther Party" est le parti d' avant-garde de la masse du peuple noir. La communauté noire n' est pas encore suffisamment éduquée pour verbaliser et formuler ses demandes; mais parce qu'elle connaît la nature de l'opposition dont elle souffre, elle identifie le "Black Panther Party" comme porte-parole articulant ses demandes. Le soutien au "Black Panther Party" augmente quotidiennement. Il est soutenu par les communautés noires locales regroupées à l'intérieur des régions. Il est soutenu internationalement par des groupes africains an Tanzania en particulier, et des chefs d'Etat qui ont publiquement pris position en sa faveur.
Comme Kathleen Cleaver, Ministre des Communications du Parti le dit : "Depuis le meurtre du trésorier du "Black Panther", Bobby Hutton, et l'emprisonnement de nombreux "Panther", dont Eldridge Cleaver et Huey Newton, les membres et les personnes favorables augmentent géométriquement au sein du Parti. De nombreux groupes blancs, comme le "Medical Commitee for Human Rights, la Société John Brown, The Peace and Freedom Party, Whites Against Racism, Whites for Huey; des ministres, des pasteurs, des avocats et d'autres membres de la communauté blanche, ont déclaré publiquement qu' ils supportaient le programme du "Black Panther Party", et qu' ils réclamaient la libération de Huey Newton.

PROGRAMME.

Il se divise en 10 sections-résolutions, qui comprennent d'une part la résolution, et d'autre part le pourquoi de cette résolution.

1.

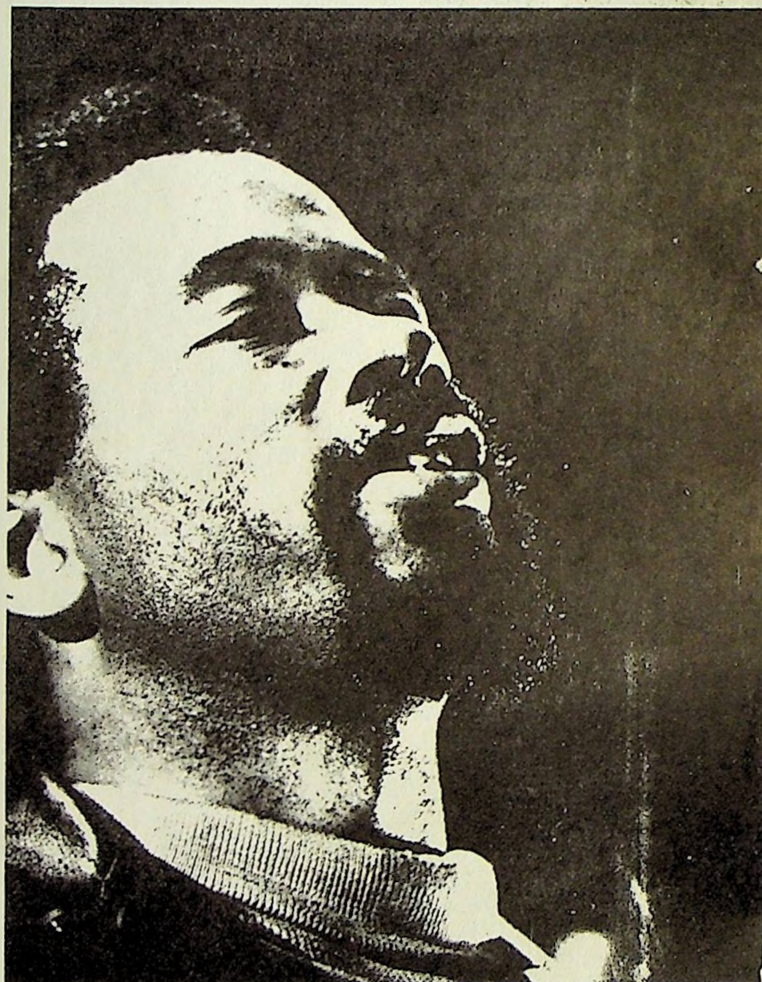
Nous voulons la liberté. Nous voulons le pouvoir pour déterminer le destin de notre communauté noire. Nous croyons que le peuple noir ne sera pas libéré tant que nous ne serons pas capables de déterminer notre destin.

2.

Nous voulons le plein emploi pour notre peuple. Nous croyons que le gouvernement fédéral est responsable et obligé de donner à chaque homme un emploi et un taux de garantie. Nous croyons que si l'homme d'affaire américain blanc ne donne pas le plein emploi, alors le sens de la production devra être enlevé à l'homme d'affaire, et sera accessible à la communauté en autant qu' elle peut l' organiser et l'employer à donner un plus haut standard de vie.

3.

Nous voulons la fin du vol commis par l' homme blanc envers notre communauté noire. Nous croyons que ce gouvernement raciste nous a volés et maintenant nous demandons la dette échue depuis longtemps, de quarante acres et deux mules. Quarante acres et deux mules promis depuis 100ans comme compensation à notre travail d'esclaves et aux meurtres abondants parmi le peuple noir. Les racistes américains ont fait leur part dans le massacre de plus de 50 millions de personnes du peuple noir; donc, ce que nous demandons est minime.



4.

Nous voulons des habitations décentes, s'adaptant aux besoins humains. Nous croyons que si les propriétaires blancs ne donnent pas à notre communauté noire des logis convenables, les logements et les terrains devront être constitués en coopératives, avec l'aide du gouvernement, pour reconstruire et rendre convenable les conditions de logement.

5.

Nous voulons l'éducation de notre peuple en exposant le vraie nature de la société américaine décadente. Nous voulons une éducation qui nous enseigne la véritable histoire de notre peuple, et notre rôle dans la société actuelle, Nous croyons en un système éducationnel qui donnera à notre peuple une connaissance de lui-même, et sa place dans la société et le monde.

6.

Nous voulons que tous les noirs soient exemptés du service militaire.Nous croyons que le peuple noir ne devrait pas être forcé de combattre pour défendre un gouvernement raciste qui ne le protège pas. Nous ne combattrons et ne tuerons pas d' autres personnes du monde, qui comme nous sont victimes du racisme des blancs américains. Nous nous protègeront contre la force et la violence de la police raciste et du racisme militaire par tous les moyens.

7.

Nous voulons une cessation immédiate de la brutalité policière et des meurtres du peuple noir. Nous croyons pouvoir arrêter la brutalité policière dans nos communautés noires en organisant des cellules d'au-

to-défense noires qui veilleront à défendre notre communauté contre l'oppression et la brutalité de la police raciste. Le second amendement à la Constitution des Etats-Unis donne le droit d' avoir des armes. Nous croyons que tout le peuple noir doit s'armer pour organiser sa propre défense.

8.

Nous voulons la liberté pour tous les noirs détenus dans les prisons fédérales, d'états, de régions et de villes. Nous croyons que tous les noirs doivent être libérés des nombreuses prisons parce qu' ils n'ont pas eu un procès juste et impartial.

9.

Nous voulons que tous les noirs lorsqu'ils sont amenés devant les tribunaux soient jugés par un groupe de leurs pairs ou de personnes venant de leurs communautés noires, comme défini dans la Constitution des Etats-Unis. Nous croyons que la cour doit suivre la Constitution, pour que les noirs reçoivent des procès justes. Le 14è amendement donne à un homme le droit d'être jugé par un groupe de ses pairs.Un pair est une personne de condition identique, du point de vue économique, social, religieux,géographique, historique, et racial. Pour cela, la cour devra choisir un jury de la communauté noire d' où vient l' accusé noir. Nous avons été et sommes jugés par des jurys totalement blancs qui n'ont pas la compréhension de l'"average reasoning man" de la communauté noire.

10.

Nous voulons des terrains, du pain, des logements, de l' éducation, des vêtements, de la justice et de la paix. Et comme principal objectif politique, un plebiscite de surveillance des Nations-Unies, tenu à travers les colonies noires, et dans lequel les seuls noirs résidants auront droit de vote, afin de déterminer leur destin national.

Quand dans le cours des événements humains,il devient nécessaire pour une personne de dissoudre les liens politiques qui l' avaient unie à d'autres, et d'assumer parmi les pouvoirs de la terre, un endroit séparé et égal auquel les lois de la nature et celle de Dieu lui donne droit; un respect convenable aux opinions de l'humanité demande qu'il déclare les raisons qui le pousse à se séparer. Tous les hommes sont créés égaux, et dotés par leur Créateur de certains droits inaliénables, et parmi ceux-ci, il y a la vie, la liberté et la poursuite du bonheur, et pour garantir ces droits, des gouvernements sont constitués, d'après le consentement du peuple.Toutes les fois qu' un gouvernement se détourne de ces fins c'est le droit du peuple de le changer ou de l'abolir et d'instituer un nouveau gouvernement. L'expérience prouve qu' il ne faut pas changer pour des raisons passagères; mais quand un nombre éxagéré d'abus et d' usurpations,prouve que ce gouvernement tend vers un despotisme absolu, c'est le droit du peuple de le limoger et de se munir de nouveaux gardes pour sa société future.

MOBILISATION
abonnement 6 nos. $2.00

adr.
6280 39e ave.
apt 301
montréal

35¢

mobilisation